



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

MARSEILLE,

28 NOV. 2007

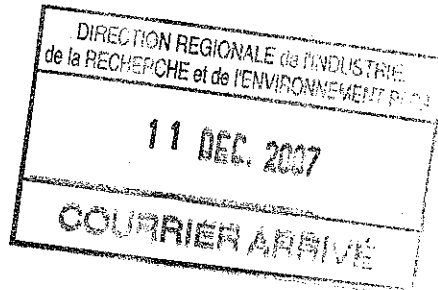
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : P. RICARD

☎ 04.91.15.63.21

✉ pierre.ricard@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

163-2007 A



ARRETE PREFECTORAL
PORTANT MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la société ALUMINIUM PECHINEY, pour son site de GARDANNE, de
compléter son bilan de fonctionnement
afin de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 29 juin 2004

LE PREFET DE LA REGION
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1, et sa partie réglementaire,

VU le courrier de la société ALUMINIUM PECHINEY, en date du 14 mars 2007, relatif au bilan de fonctionnement, et adressé à la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,

VU le courrier de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, en date du 4 juillet 2007, relatif aux observations et aux demandes de compléments du bilan de fonctionnement, et adressé à la société ALUMINIUM PECHINEY,

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 14 novembre 2007,

CONSIDERANT que la société ALUMINIUM PECHINEY envisage de demander une modification des valeurs limites de rejet de Nox, prescrites dans son arrêté préfectoral d'autorisation, ce qui implique une dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, par lequel sont prescrites les valeurs limites,

CONSIDERANT qu'afin de pouvoir examiner la demande de la société ALUMINIUM PECHINEY, et notamment par le ministère chargé de l'environnement, il est indispensable que le bilan de fonctionnement soit complété tel qu'il avait été déjà demandé dans le courrier de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement du 4 juillet 2007, en apportant un argumentaire technico-économique complet et des mesures compensatoires, le cas échéant,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un Inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1

La société ALUMINIUM PECHINEY, dont le siège social est implanté Etablissement de Gardanne – BP 62 – 13541 GARDANNE qui exploite une usine de fabrication d'alumine sise à la même adresse, est mise en demeure de compléter son bilan de fonctionnement afin de respecter les prescriptions:

-de l'article 2 de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement et notamment le d) qui précise que le bilan de fonctionnement doit contenir les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures technologies disponibles pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.

Article 2

La société ALUMINIUM PECHINEY dispose d'un délai de **6 mois** pour se conformer aux points prévus à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

Article 4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence
- Le Maire de Gardanne
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile
- Le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement
- Le Chef d Service Départemental des Incendies et des Secours

- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Le Directeur Départemental de l'Équipement

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, 28 NOV. 2007

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN

